



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel



Mai 2018



Focus

Les PME face aux difficultés de recrutement

Principaux résultats

- **Trésorerie** : La situation de trésorerie des PME est jugée se dégradant quelque peu depuis six mois. Elle s'améliorerait toutefois lors des prochains mois selon les anticipations des chefs d'entreprise.
- **Délais de paiement** : Les délais de paiement des clients se seraient légèrement allongés. Ils restent jugés faibles.
- **Investissement** : Le dynamisme de l'investissement des PME est confirmé. Il peut d'ailleurs contribuer à expliquer cette petite dégradation de la trésorerie. Cet investissement est majoritairement orienté vers la modernisation et le renouvellement d'équipements. Il vise également de plus en plus à répondre aux défis environnementaux mais aussi à celui de la mise aux normes.
- **Accès au crédit** : Les PME disposent d'un accès plutôt aisé au financement, qu'il soit dédié à l'exploitation courante ou à l'investissement. Les conditions d'accès à ce dernier se sont toutefois un peu tendues en début d'année.
- **Freins à la croissance** : Les difficultés de recrutement sont plus que jamais perçues comme le principal frein à l'activité devant le niveau de la concurrence. Les fonds propres ne sont un frein à la croissance que pour 24% des PME mais cette proportion s'accroît régulièrement en relation peut-être avec l'investissement accru qu'elles réalisent. A noter enfin que le manque de débouchés ne limite que très marginalement la croissance.
- **Les difficultés de recrutement** : 3 entreprises sur 5 se déclarent confrontées à de telles difficultés. Pour un peu moins de la moitié d'entre elles, ces difficultés contraignent d'ores et déjà leur niveau d'activité. Elles proviennent d'absence de candidatures présentant le niveau de qualification ou d'expérience requis. L'inadéquation entre salaire demandé et offert n'est que le cinquième facteur causal recensé de ces difficultés.

Face à celles-ci, une majorité d'entreprises envisagent de modifier leurs processus de recrutement et un peu plus d'un quart d'entre elles d'augmenter les salaires proposés. Elles essaient également de reporter ces difficultés vers des prestataires extérieurs (intérim, sous-traitance, travail détaché). Elles essaient encore d'augmenter la polyvalence de leurs salariés en place, de les former ou d'allonger la durée de leur travail, mais aussi de fidéliser la main d'œuvre en place via des avantages monétaires. Elles modifient peu leur organisation générale, que ce soit par un surcroît d'investissement dans l'automatisation des tâches ou par une nouvelle organisation du travail autour de solutions de mobilité.

SOMMAIRE

- 01. Résultats de l'enquête**
- 02. Focus : les PME face aux difficultés de recrutement**
- 03. Méthodologie**
- 04. Bpifrance Le Lab, Rexecode**

01.

Résultats de l'enquête

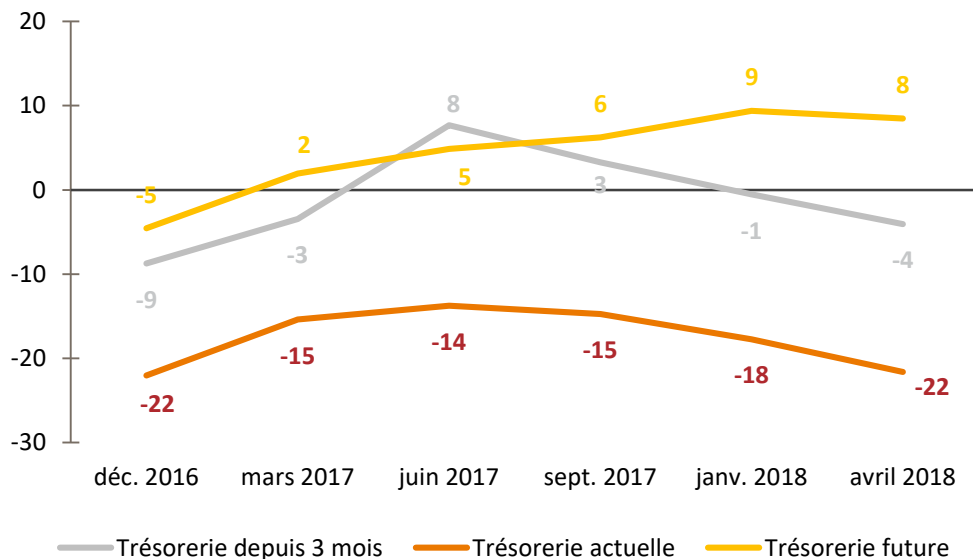


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont légèrement tendues pour le 3^e trimestre consécutif. L'indicateur perd 3 points sur le trimestre mais reste quasi stable sur un an (-1 point depuis mars 2017).

L'indicateur de la trésorerie actuelle perd également 4 points en 3 mois. Il est inférieur à son niveau de mars 2017 (solde d'opinion à -22 contre -15).

Toujours bien orientées, les perspectives à court terme marquent toutefois le pas (solde d'opinion à +8 après +9 à fin 2017).

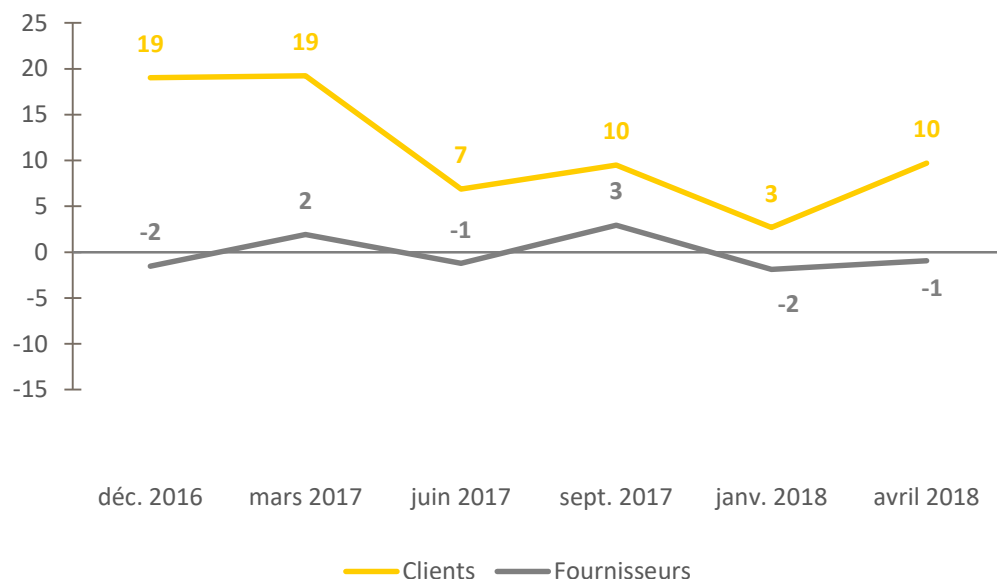
🔗 Les trésoreries des ETI et des grandes entreprises se sont dégradées au cours du 1^{er} trimestre 2018 (Rexecode, AFTE, « [France : enquête sur les trésoreries des grandes entreprises et ETI, Avril 2018](#) »)

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 1^{er} trimestre, les délais de paiement des clients se sont allongés retrouvant leur niveau de septembre 2017.

L'indicateur des délais de paiement clients gagne 7 points pour atteindre +10, niveau restant toutefois inférieur à celui enregistré en mars dernier (+19).

Celui des délais fournisseurs augmente d'un point en 3 mois. Négatif à -1, il retrouve le niveau observé en juin 2017.

👉 Les délais de paiement restent globalement bien orientés sur un an dans un contexte économique très favorable dans la majorité des secteurs.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

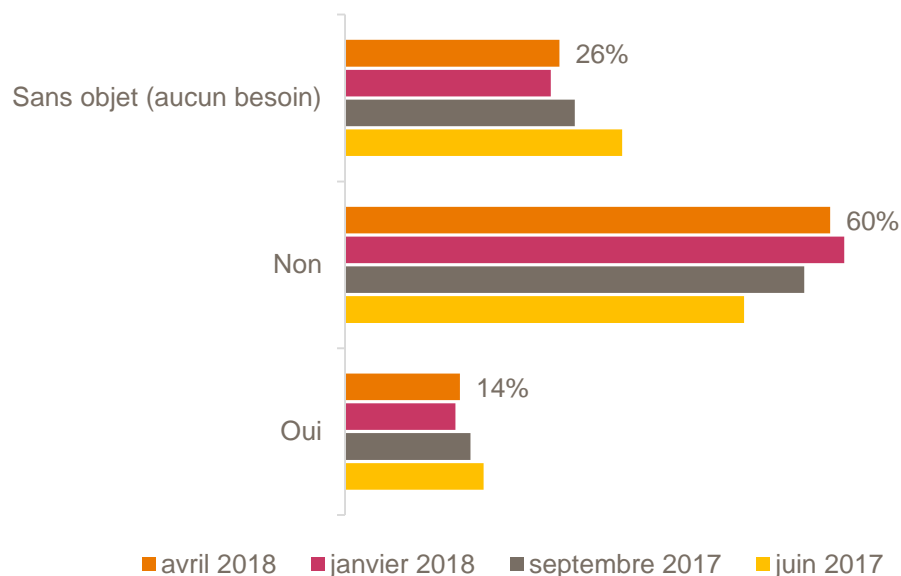
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les entreprises ont peu modifié leur recours au crédit court terme : 74% d'entre elles après 75% et 72% aux 2 trimestres précédents.

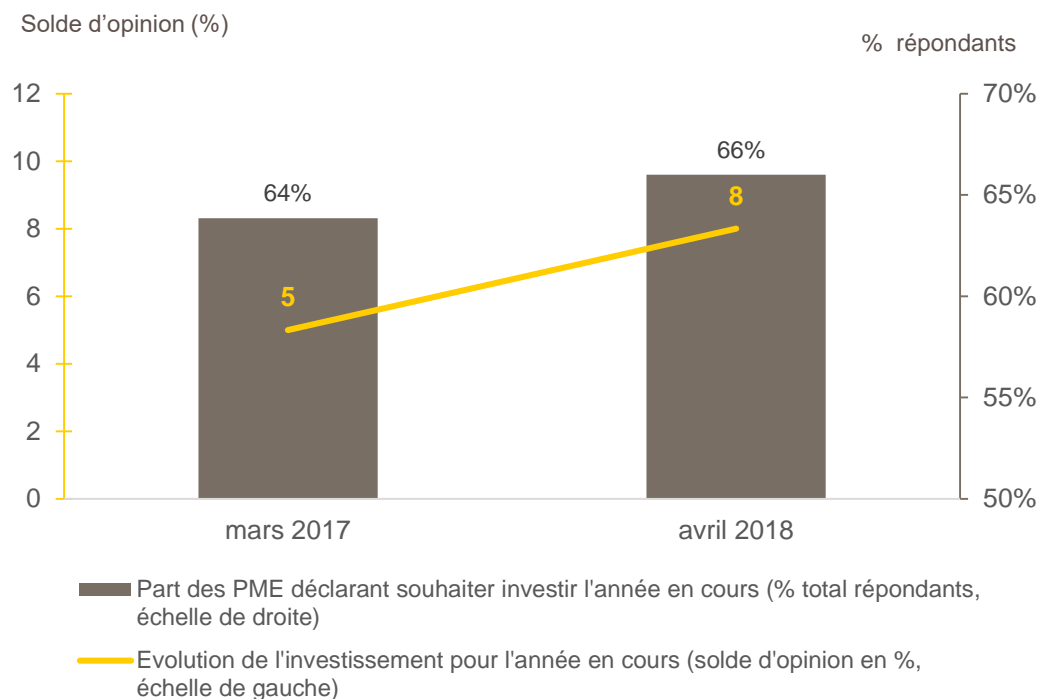
Parmi elles, seules 14% ont rencontré des difficultés de financement, proportion stable par rapport au trimestre précédent.

👉 L'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit pour les PME, en lien avec une amélioration de la situation financière et des conditions monétaires toujours très favorables. Cette appréciation est conforme à celle relevée par les grandes entreprises et les ETI selon l'enquête Rexecode / AFTE. Les établissements de crédit interrogés par la Banque de France font également état d'un assouplissement des conditions de financement des PME notamment.

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En avril, 66% des chefs d'entreprise pensent investir cette année, proportion en hausse par rapport à celle du 1^{er} trimestre 2017.

L'évolution anticipée des dépenses est orientée à la hausse, l'indicateur progressant de 3 points en un an (+8 après +5 en mars 2017).

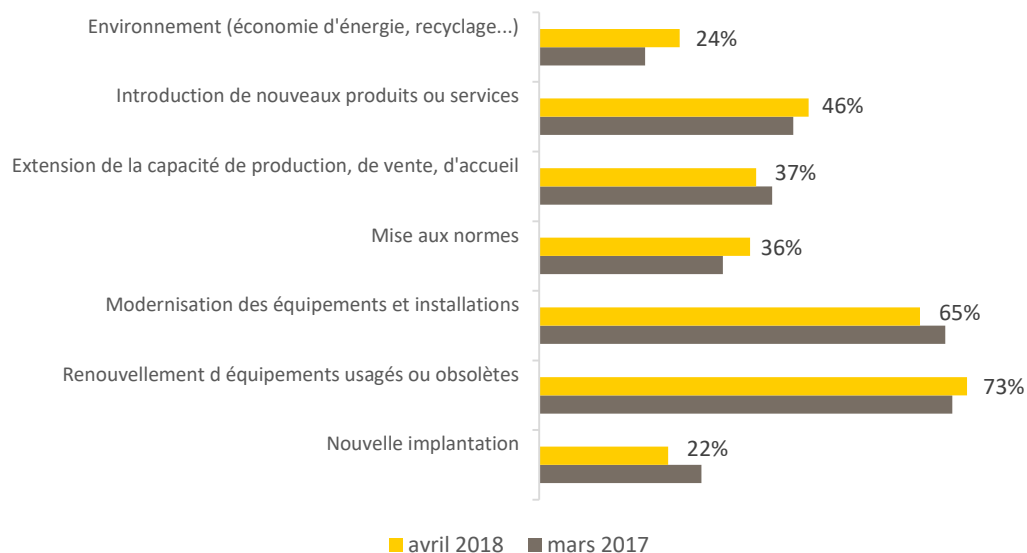
👉 L'investissement des PME est toujours très favorablement orienté. Il s'opère dans un contexte de perspectives de demande soutenues et alors que le taux d'utilisation des capacités est élevé occasionnant des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs. Le dynamisme des dépenses d'investissement peut également contribuer à augmenter les besoins en fonds de roulement et a pu participer à l'érosion de l'appréciation de la situation de la trésorerie.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destinations(s) ?

% des répondants



Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 73% et 65% des PME déclarant investir).

La part des budgets d'investissement destinée à l'introduction de nouveaux produits ou services, à l'environnement et à la mise aux normes est en augmentation par rapport à l'année précédente (respectivement +3, +6 et +5 points). Celle dédiée à de nouvelles implantations a en revanche reculé (-6 points sur un an).

Base : Répondants déclarant investir en 2018

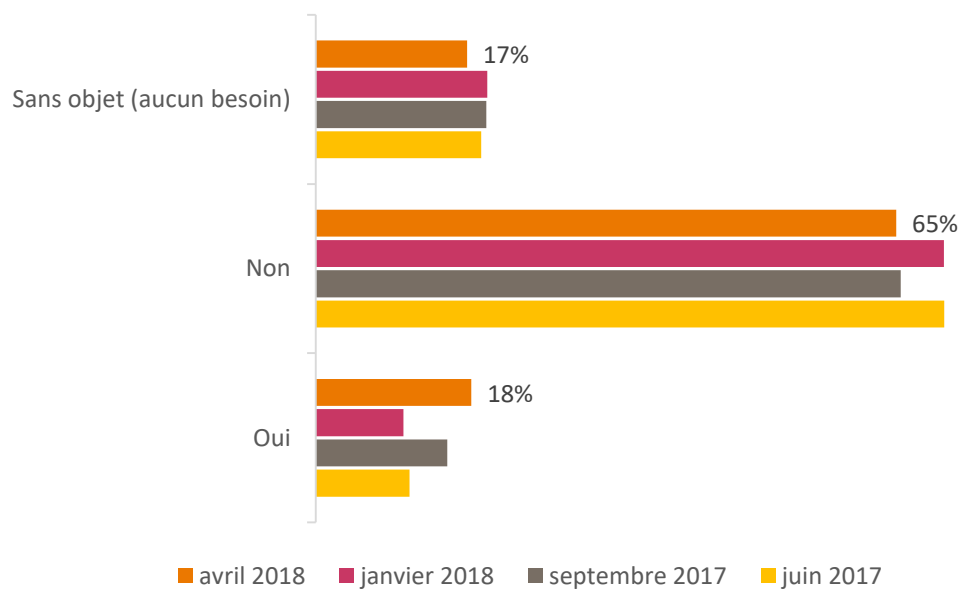
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

% des répondants



Plus nombreuses qu'aux trimestres précédents, 83% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements.

Elles sont également plus nombreuses à signaler des difficultés pour financer leurs investissements au 1^{er} trimestre 2018. En effet, 18% en ont rencontré, pourcentage en hausse de 8 points par rapport à celui du trimestre précédent (mais seulement +3 points par rapport à septembre 2017).

De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME.

Base : Répondants déclarant investir en 2018

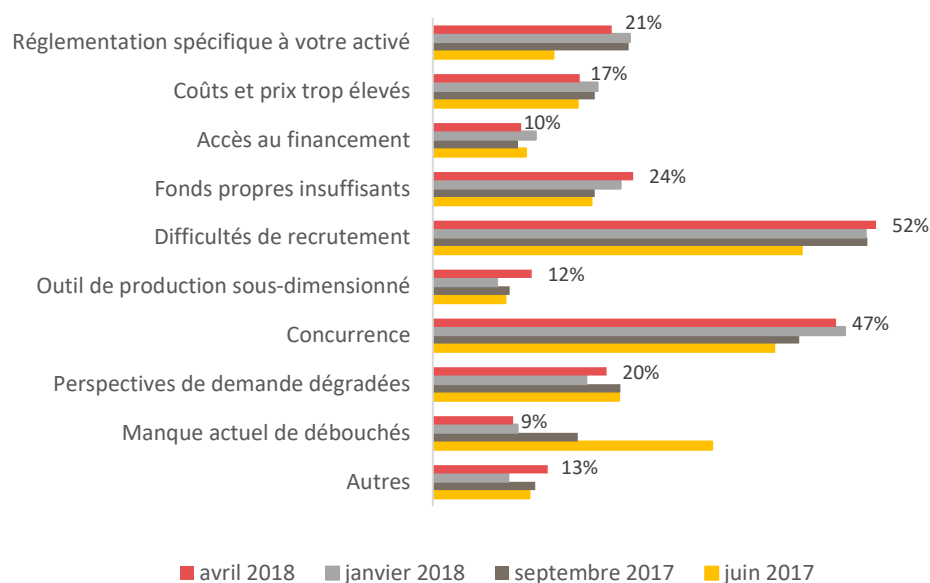
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 52% des entreprises interrogées. Leur importance ne cesse de s'accroître par rapport aux trimestres précédents. Elles figurent parmi les 3 contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1^{ère} position pour la 4^e édition consécutive. La concurrence reste également un frein important. Elle est citée par 47% des entreprises après 48% au dernier trimestre.

Viennent ensuite l'insuffisance des fonds propres (24%), en augmentation, et la réglementation spécifique à leur activité (21%), moins pesante. Le manque de débouchés comme la dégradation des perspectives de demande n'apparaissent plus comme un obstacle majeur.

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation et les lourdeurs administratives sont citées plusieurs fois.

👉 Si les difficultés de recrutement sont une contrainte rencontrée par l'ensemble des entreprises, les PME et les ETI apparaissent comme les plus vulnérables puisque les « talents » ont tendance à s'orienter en priorité vers les Grandes Entreprises (voir Bpifrance Le Lab, [Attirer les talents dans les PME et les ETI](#), janvier 2018).

02.

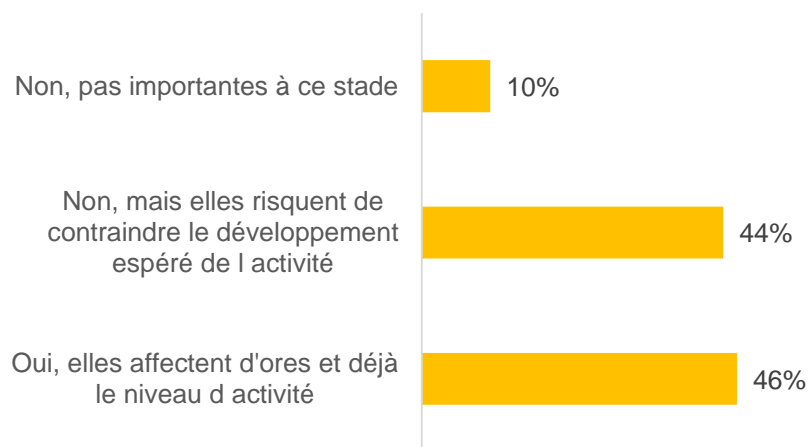
**Focus :
Les PME face aux
difficultés de
recrutement**



L'entreprise face aux difficultés de recrutement (1/5)



- **Question trimestrielle** : Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?



Base : Répondants ayant l'intention de recruter
Source : Bpifrance Le Lab/ Rexecode

En 2018, 86% de entreprises de l'échantillon ont des projets d'embauche. Parmi elles, 61% ont rencontré des difficultés pour recruter le personnel nécessaire au développement de leur activité.

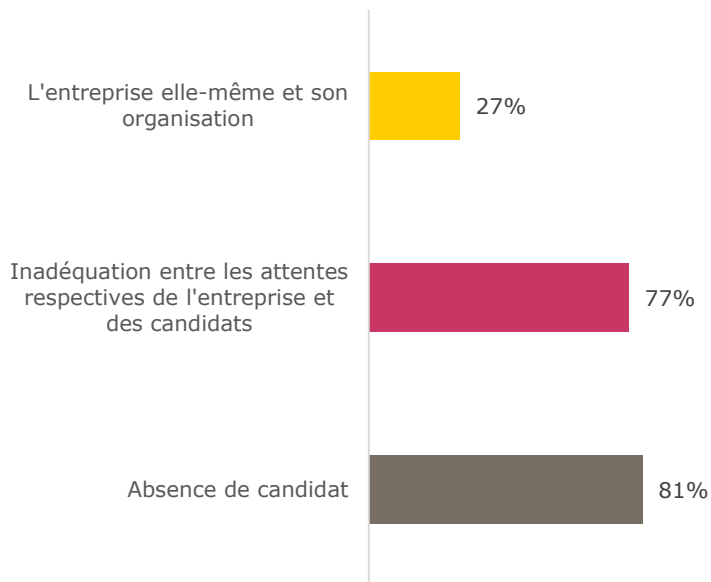
Ces difficultés affectent d'ores et déjà l'activité de 46% d'entre elles et 44% le craignent.

👉 Dans un contexte d'amélioration de la demande de travail, de plus en plus d'entreprises rencontrent d'importantes difficultés de recrutement dépassant nettement le niveau de difficultés ressenti en 2007, avec pourtant un marché du travail plus tendu. (66e enquête semestrielle de conjoncture auprès des PME, Bpifrance Le Lab, janvier 2018).

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (2/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



L'absence de candidats, citée par 81% des chefs d'entreprise, est la principale difficulté rencontrée. L'absence de candidats doit cependant être comprise en termes de candidats « adaptés ». Seules 15% des PME ayant l'intention de recruter ont cité l'absence de candidat comme le seul frein.

Pour plus des $\frac{3}{4}$ des PME, l'adéquation de leurs attentes à celles des candidats est difficile à établir.

Seules un peu plus d'un quart des PME mettent en cause leurs entreprise en elle-même et son organisation... mais relèvent de la perception des candidats.

Note de lecture : 77% des entreprises ont cité au moins un des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en rouge) comme source de difficultés à recruter.

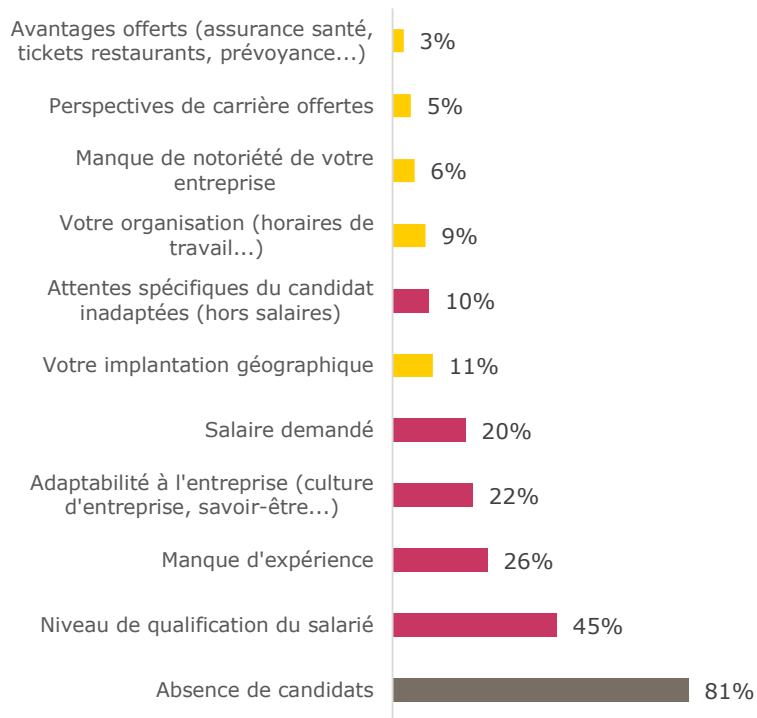
Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (3/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



- L'entreprise elle-même et son organisation
- Inadéquation entre les attentes de l'entreprise et celles des candidats
- Absence de candidat

Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

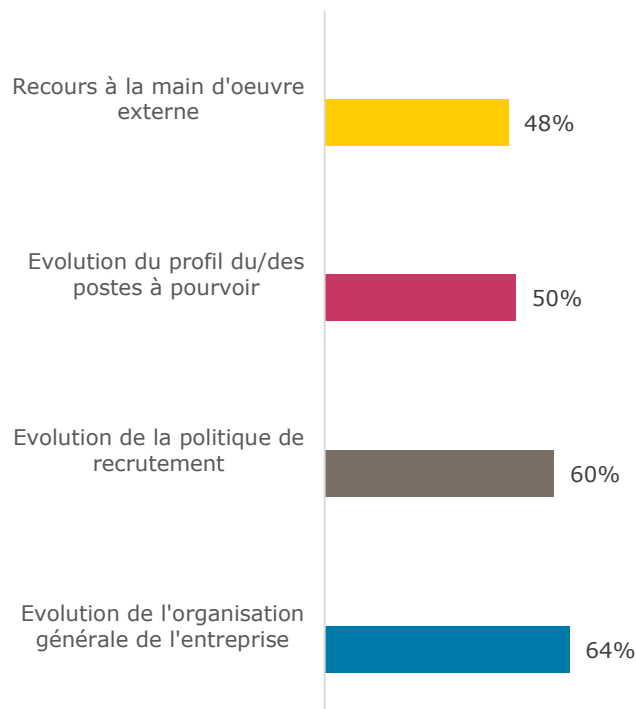
Les entreprises peinent à trouver le niveau de qualification et d'expérience adapté chez les candidats (cités comme barrière par respectivement 45% et 26% des PME). 22% d'entre elles doutent également de l'adaptabilité des candidats à la culture de leur entreprise.

Les avantages sociaux, les perspectives de carrière, la notoriété de l'entreprise sont moins cités par les dirigeants de PME. Quant au salaire demandé, il apparaît au 5^e rang des raisons aux difficultés de recrutement. Il est cité dans 20% des cas. Cette proportion était de 23% en juin 2017.

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (4/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Pour tenter de remédier à ces difficultés, et outre les contraintes qu'elles exercent déjà sur le niveau de l'activité, les chefs d'entreprise ont fait évoluer :

- l'organisation générale de leur entreprise (64%),
- leur politique de recrutement (60%),
- le profil du/des poste/s à pourvoir (50%),

et enfin ont recouru à la main d'œuvre externe (48%).

Note de lecture : 64 % des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise face à leurs difficultés de recrutement.

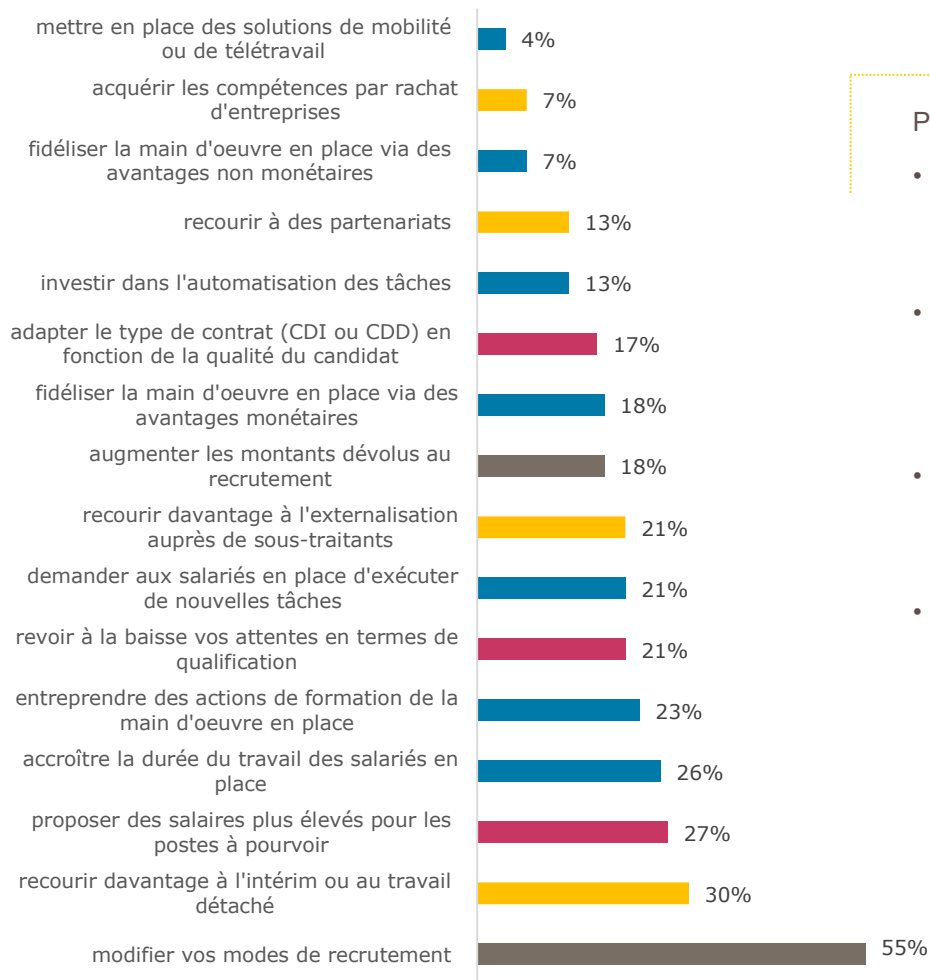
Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (5/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Plus précisément, les chefs d'entreprise ont été amenés à :

- modifier leurs modes de recrutement (réseaux sociaux, concurrents, cabinets de chasseurs de tête...) (55% des citations), ou à y consacrer des moyens financiers plus importants (18%),
- reporter ces difficultés de recrutements sur des prestataires extérieurs que ce soit par le recours à l'intérim et au travail détaché (pour 30% des PME), par l'externalisation auprès de sous-traitants (21%) ou, plus marginalement via des partenariats ou des rachats d'entreprises.
- ajuster leurs critères de recrutement : en proposant des salaires plus élevés (pour 27% d'entre elles), en abaissant leurs exigences en termes de qualification (21%), ou encore en modifiant le mode de contractualisation (17%).
- Modifier l'organisation interne de l'entreprise : en développant la polyvalence des salariés en place (21%) au moyen notamment d'actions de formation (23%), en augmentant la durée du travail (heures supp', allongement des temps partiels, 26%), en augmentant les rémunérations (18%). En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches (13%) et encore moins à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou du télétravail (4%).

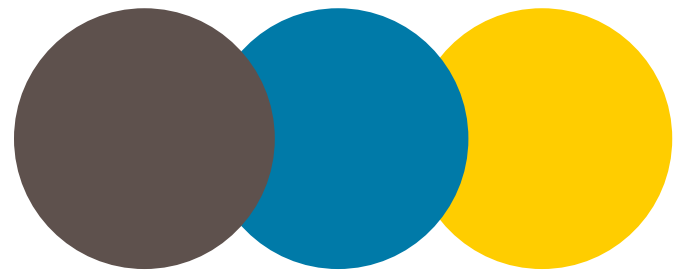
- Recours à la main d'œuvre externe
- Évolution du ou des postes à pourvoir
- Évolution de la politique de recrutement
- Évolution de l'organisation de l'entreprise

Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 10 au 18 avril 2018.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

et **une question thématique sur les difficultés de recrutement**, leurs causes et leurs conséquences pour l'entreprise.

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

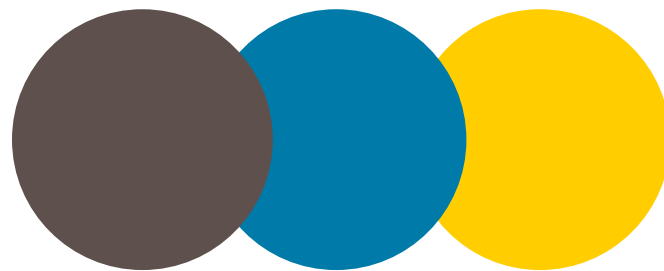
Indicateur en évolution = $[(x \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode